Décès de Momar-Coumba Diop : UCAD regrette la mort d'un "intellectuel fécond et discret"

L'universitaire et sociologue sénégalais Momar-Coumba Diop, décédé dimanche à Paris, à l'âge de 73 ans, était "un chercheur émérite et un éditeur scientifique rigoureux, intellectuel fécond, puissant et discret", a témoigné l'université Cheikh-Anta-Diop (UCAD), où il travaillait depuis plus de quatre décennies. Il a enseigné la sociologie à l'UCAD (1981-1987), avant de rejoindre l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) de la même université, en tant que chercheur.

Après une thèse de doctorat soutenue en 1980 à l'université de Lyon II, en France, sur les confréries religieuses, Momar-Coumba Diop a dirigé plusieurs équipes de recherche. Il a supervisé les travaux de nombreux chercheurs. Ses travaux ont porté sur les confréries religieuses et la sociologie urbaine.

Des chercheurs de générations et nationalités différentes ont travaillé sous la direction de Momar-Coumba Diop, qui a contribué de manière considérable à asseoir une tradition sénégalaise de recherche en sciences sociales et historiques, rappelle l'UCAD sur son site Internet.

L'anthropologue français Jean Copans, l'un de ses lecteurs les plus assidus, évoquait souvent l'existence d'une "tradition sénégalaise en sciences sociales et historiques unique en Afrique, dont Momar-Coumba Diop est un représentant éminent". L'universitaire est l'éditeur de plusieurs ouvrages collectifs, dont "Sénégal : trajectoires d'un Etat" (1992), "Le Sénégal et ses voisins" (1994) et "Le Sénégal à l'heure de l'information : technologies et sociétés" (2003).

<https://aps.sn/deces-de-momar-coumba-diop-luniversite-cheikh-ant-a-diop-regrette-la-mort-dun-intellectuel-fecond-et-discret/>

Pr Moustapha Sokhna : «Les mathématiques doivent être utilisées dans les pratiques quotidiennes de la société»

Recruter et former des enseignants en mathématiques, articuler entre langue première et langue d'enseignement... Voilà, entre autres, des recommandations issues de la Conférence de consensus organisée par la Conférence des ministres de l'Education des Etats et gouvernements de la Francophonie (Confemen) et le Centre national d'étude des systèmes scolaires (Cnesco, France), en partenariat avec le ministère de l'Education nationale du Sénégal, sur l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques à l'élémentaire.

Les membres du jury, qui ont fait face à la presse à Diam-niadio pour la publication des recommandations, ont indiqué que l'initiative d'organiser ces assises en décembre 2023 était étroitement liée à un diagnostic du seuil de maîtrise des mathématiques des élèves à l'élémentaire au Sénégal, mais aussi dans quelques pays membres de la Confemen. Un diagnostic fait dans le cadre du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Confemen (Pasec), qui vise à informer sur l'évolution des performances des systèmes éducatifs.

Pour Andrée Marie Diagne Bonane, co-présidente du jury, la réalisation uniforme du quantum horaire national en mathématiques à l'école primaire dans toutes les régions du Sénégal, en zones urbaines comme rurales, dans le public comme dans le privé, doit être garantie.

Bourses des étudiants inscrits à l'étranger : la commission se réunira bientôt pour statuer

La commission d'attribution des bourses socio-pédagogiques aux étudiants sénégalais inscrits à l'étranger se réunira bientôt pour rendre publique la liste des bénéficiaires, a annoncé le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Abdourahmane Diouf.

Cette commission "sera organisée très bientôt. Ce que je demande aux étudiants qui sont à l'étranger, c'est d'être patients, nous sommes en train de mettre en place des dispositifs qui nous permettront, au-delà du simple paiement des bourses, de le faire dans des délais extrêmement raisonnables, avec un système plus organisé et un peu plus fluide", a-t-il promis.

Il s'entretenait avec des journalistes de l'APS et du quotidien national Le Soleil, au terme d'une tournée qu'il a effectuée dans les huit universités publiques du Sénégal, après son installation à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, début avril.

Selon Abdourahmane Diouf, la non-disponibilité des bourses socio-pédagogiques des étudiants à l'étranger est liée à des questions budgétaires. "D'habitude, pour les bourses à l'étranger, la commission se réunissait au plus tard au mois de mai. Nous sommes arrivés au mois d'avril, il y a eu un gap d'un milliard de francs CFA que nous devons trouver, et tant que nous n'avons pas la garantie d'avoir cette enveloppe, nous ne pouvons pas nous permettre de faire une commission", a-t-il expliqué.

<https://aps.sn/bourses-des-etudiants-inscrits-a-letranger-la-commission-se-reunira-bientot-pour-statuer-ministre/>

Candidats exclus à Kaolack : La position nuancée du ministre Abdourahmane Diouf

Le ministre de l'Enseignement supérieur a beau été clair au sujet de l'interdiction du téléphone, même éteint, dans les centres d'examen, il n'en reste pas moins qu'il trouve des circonstances atténuantes aux candidats qui ont été exclus à Kaolack, par le Pr Amath Ndiaye, président du jury. Invité hier par Momar Diongue sur la 2Stv, Abdourahmane Diouf dit approuver la décision du président du jury, parce qu'il n'a fait qu'appliquer la loi. « En tant que ministre de tutelle, je n'ai rien à lui reprocher », soutient-il.

Le ministre révèle même qu'en plus des 64 exclus à Kaolack le premier jour, il y a eu 42 exclus le deuxième jour à Hampaté Ba à Dakar. Ce qui amène M. Diouf à penser qu'il y a « du je-m'en-foutisme » de la part des élèves qui ont amené leur téléphone le deuxième jour, après le tollé créé par les exclusions du jour précédent.

Malgré tout cela, Abdourahmane Diouf semble chercher une issue heureuse pour ces élèves ayant bradé l'interdiction. A côté du droit, dit-il, il y a la dimension humaine. « Un candidat au bac a étudié pendant 13 ans, l'Etat a investi de l'argent sur lui, sa famille a placé un espoir en lui. S'il est éliminé dans ces circonstances, je dis que je comprends cette douleur humaine ».

Ainsi, la solution du ministre consisterait à "diluer" la rigueur de la loi par la dimension sociale du bac. En d'autres termes, il n'a pas écarté que ces élèves puissent passer la session d'octobre. Toutefois, le ministre se veut clair : ce n'est pas lui qui décide. Mais il a quand même un pouvoir non négligeable sur ce point.

https://www.seneweb.com/news/Education/candidats-exclus-a-kaolack-la-position-n_n_445277.html#:~:text=Le%20ministre%20de%20l'Enseignement,Amath%20Ndiaye%2C%20pr%C3%A9sident%20du%20jury

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

Nigéria/Prêt étudiant : 36 établissements publics adhérent

Le Fonds nigérian de prêts à l'éducation a déclaré qu'un total de 36 établissements d'enseignement supérieur appartenant à l'État avaient été intégrés au prêt étudiant, notant que les étudiants des établissements peuvent commencer leurs demandes de prêt. Cette information a été révélée dimanche via le compte officiel X du Fonds, sous le pseudo #NELFUND.

Le tweet disait : « La direction de NELFUND est heureuse d'annoncer que les étudiants inscrits dans les 36 établissements d'enseignement supérieur publics suivants peuvent désormais demander des prêts étudiants à compter d'aujourd'hui, le 7 juillet 2024

« La direction de ces établissements a soumis avec succès les données de leurs étudiants au système de vérification des étudiants NELFUND. Nous exhortons tous les autres établissements d'enseignement supérieur publics à soumettre en temps voulu les données complètes de leurs étudiants au système de vérification des étudiants NELFUND pour permettre à leurs étudiants de bénéficier du programme. » Deborah a trois ans d'expérience dans la couverture du secteur de l'éducation, des syndicats, de la politique et des affaires internationales, et est journaliste à The PUNCH.

Tous droits réservés. Ce matériel et tout autre contenu numérique sur ce site Web ne peuvent être reproduits, publiés, diffusés, réécrits ou redistribués en tout ou en partie sans l'autorisation écrite expresse préalable de PUNCH.

<https://www.nouvelles-du-monde.com/pret-etudiant-36-etablissement-s-publics-adherent/>

UNIVERSITÉ JOSEPH-KI-ZERBO : DES STRATÉGIES POUR RATTRAPER LES RETARDS (...)

Passer cinq ou six ans pour l'obtention de sa licence à l'université Joseph-Ki-Zerbo n'étonne plus, tant le retard accumulé date de longtemps. Cette situation crée un dysfonctionnement dans la marche de l'université et pénalise les étudiants inscrits dans ce temple du savoir. Réunis autour de la même table, les acteurs du monde universitaire ont échangé entre le 25 juin et le 1er juillet 2024 à Ouagadougou, pour trouver des solutions au problème des retards académiques.

Dans trois mois, soit en octobre, les bacheliers de l'année scolaire 2023-2024 devront faire leur rentrée administrative à l'université, alors que le problème du retard académique, qui date d'ailleurs de plusieurs années, n'est toujours pas résolu. Pour y remédier, les premiers responsables de l'université Joseph-Ki-Zerbo ont échangé avec les étudiants, les enseignants, les syndicats et le personnel administratif et technique.

Chaque ministère est, on le sait, tenu par un contrat d'objectifs. Et résorber la question des retards académiques d'ici la rentrée 2024-2025 est la première priorité du contrat d'objectif du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, avec à sa tête Pr Aldjima Thiombiano. L'objectif de cette rencontre était donc de trouver des solutions consensuelles, qui permettront de sortir la plus grande université du Burkina de ce dysfonctionnement. Pour le premier responsable de l'université Joseph-Ki-Zerbo, Pr Jean François Kobiané, le rétablissement d'une année universitaire normale est bel et bien possible,

https://lefaso.net/spip.php?page=web-tv-video&id_article=131448&rubrique4

Les universités françaises à la peine dans le classement QS des universités

Pour la deuxième année consécutive, Quacquarelli Symonds a classé 685 établissements répartis dans 42 pays. Dans le classement QS des universités européennes de cette année ont été ajoutés dix nouveaux établissements. « Parmi les établissements déjà classés, 258 ont progressé et 301 ont reculé, tandis que 115 sont restés stables dans leur rang ou leur tranche », précise un communiqué détaillant le classement. Au classement général, c'est l'ETH Zurich - Institut fédéral suisse de technologie - qui prend la première place cette année, place que détenait l'Université d'Oxford, 3e au classement 2025. En 2e place, une autre université du Royaume Uni, l'Imperial College London qui gagne deux places par rapport à 2025.

Les français se placent 9e avec l'université PSL qui perd deux places par rapport au classement de l'année précédente. Côté recherche et engagement international, le Royaume-Uni, la France et la Belgique occupent les places du top 10, avec dans l'ordre du podium Oxford, puis UCL et PSL en France, suivi par la Sorbonne et l'université de Montpellier. Quatre établissements français figurent dans ce top 10, à égalité avec le Royaume-Uni.

La France compte dans le classement 49 universités ou institutions et cette année, les 14 universités françaises classées dans les deux cent premiers établissements perdent des places pour la grande majorité : jusqu'à -26 pour Paris Cité, ou -17 pour Sciences Po. Seuls l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en gagnent, et Paris-Saclay ne bouge pas.

<https://www.leparisien.fr/etudiant/etudes/universites/moins-d-articles-scientifiques-moins-de-citations-de-leurs-articles-les-universites-francaises-a-la-peine-dans-le-classement-qs-des-universites-44LC7WRZ2VF3LFFK55QCKTTL2YA.php>

Voyagez dans le monde entier et obtenez votre diplôme

La Brave Generation Academy (BGA) est heureuse d'annoncer le lancement de l'Unique Pathway Experience (UPx), un programme d'enseignement supérieur révolutionnaire qui intègre de manière transparente l'apprentissage académique, les échanges culturels et les expériences du monde réel.

UPx est conçu pour les apprenants âgés de plus de 18 ans qui recherchent une alternative à l'enseignement universitaire traditionnel, offrant une voie flexible et rapide pour obtenir un diplôme d'une université prestigieuse.

UPx associe les voyages, l'immersion culturelle et les expériences pratiques aux études universitaires, ce qui permet aux apprenants d'obtenir un diplôme tout en explorant différentes parties du monde. Cette initiative transformatrice élargit les possibilités pour ceux qui aspirent à faire des études supérieures, à s'engager dans le service communautaire, à suivre des apprentissages avancés, à rechercher un emploi ou à progresser dans leur carrière. En mettant l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie, UPx encourage les apprenants à améliorer continuellement leurs compétences existantes et à en acquérir de nouvelles adaptées à leurs besoins particuliers.

Le programme UPx s'articule autour de la licence en gestion d'entreprise, proposée en partenariat avec l'université de Bolton au Royaume-Uni. Le voyage commence à Cascais, au Portugal, où les apprenants effectuent la première partie de leurs études. De là, ils peuvent choisir leur prochaine destination parmi une liste d'options, y compris des pays comme le Mozambique et la Thaïlande.

<https://www.theportugalnews.com/fr/nouvelles/2024-07-05/voyagez-dans-le-monde-entier-et-obtenez-votre-diplome/90361>